

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA TURQUIE EN MUTATION TURKEY IS CHANGING

Edited by / Sous la direction de
Vivi Kefala

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de

Mersilia Anastasiadou

S. Gülden Ayman

Ioannis N. Grigoriadis

Vivi Kefala

Afendoulis Th. Langides

Gencer Özcan

Çiğdem Üstün

Christodoulos K. Yiallourides

CHYPRE / CYPRUS

Stephanos Constantinides

La Turquie, Chypre et la Méditerranée orientale

Poètes Chypriotes / Cypriot Poets

Nathalie Katinakis

Lévendia, Philotimo, Kaïmos: Figures et Formes

Rebelles de la Musique Grecque

Volume 20, No 1, Spring / Printemps 2012

1

Chronologies

Chypre 16 novembre 2011 - 31 mai 2012

30 novembre: Selon Eurostat le chômage à Chypre en octobre atteint 8,2% de la population active (7,9% en septembre).

8 décembre: Selon la presse chypriote turque la commission des biens de la zone occupée a reçu 2 472 demandes d'indemnisation présentées par des Chypriotes grecs. 281 demandes ont été examinées et 62,608 millions de livres sterling ont été payées.

18 décembre: Elections municipales . Le parti de droite *DISY* devance le parti de gauche *AKEL* et remporte 26 des 38 mairies. A Nicosie Constantin Yior-kadjis , soutenu par le *DISY*, les socialistes (*EDEK*), les centristes (*DIKO*) et le parti européen *EVROKO* remporte l'élection.

13 janvier: Décès de Rauf Denktash, ancien chef de la communauté chypriote turque à l'âge de 87 ans.

L'agence de notation *Standard & Poor's* dégrade Chypre de 2 crans à BB+, catégorie regroupant les débiteurs, qui présentent des risques pour leurs créanciers.

23-24 janvier: Négociations intercommunautaires à New York en présence du Secrétaire général de l'ONU.

24 janvier: Poursuites judiciaires contre les anciens ministres Marcos Kyprianou et Costas Papacostas dans le cadre de l'enquête sur l'explosion meurtrière du stock d'armes à Mari. Six autres personnes sont poursuivies dans cette affaire.

16 février: Visite à Chypre du Premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu, qui déclare que les deux pays ont des intérêts communs dans tous les domaines. Selon la radio militaire israélienne Chypre aurait demandé l'aide de la marine d'Israël pour défendre les champs gaziers chypriotes face aux menaces de la Turquie.

4 mars: Dans une interview au journal *Kibris* le ministre turc des affaires européennes Egemen Bayis n'a pas exclu que le nord de Chypre soit annexé par la Turquie si aucun accord n'est trouvé entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs.

7 mars: L'équipe de football *Apoel* de Nicosie s'est qualifiée pour la première fois en quart de finale de la Ligue des Champions en battant l'équipe de Lyon.

17 mars: Le *DISY* désigne son président Nicos Anastasiadis comme candidat aux élections présidentielles de février 2013.

19 mars: Remaniement ministériel. Vassos Siarlis remplace au ministère des finances Kikis Kazamias, qui quitte le gouvernement. Neoklis Sylikiotis succède à Praxoula Antoniadou au ministère du commerce. Hélène Mavrou devient ministre de l'intérieur.

5-6 avril: Visite à Chypre du Premier ministre grec Lucas Papademos.

6 avril: L'ancien ministre des affaires étrangères Georges Lillikas annonce sa candidature aux élections présidentielles de février 2013.

9 avril: Le ministre russe des affaires étrangères rappelle que le soi-disant Etat chypriote turc de Chypre nord est un Etat illégal et que les citoyens russes encourrent des dangers sérieux à acheter des propriétés en zone occupée.

26 avril: La compagnie pétrolière turque TPAO a lancé une campagne de prospection pétrolière et gazière au large de Chypre nord.

30 avril: Le gouvernement chypriote considère comme illégale la décision de la Turquie d'accorder des licences d'exploitation des ressources minières situées dans des secteurs faisant partie du territoire couvert par la zone économique exclusive de la République de Chypre.

2 mai: Le ministre turc des affaires européennes Bayis déclare que l'ONU doit convoquer une conférence internationale sur la question chypriote.

Selon Eurostat le chômage à Chypre est passé à 10% en mars contre 9,8% en février.

14 mai: Le président Christofias annonce qu'il ne sera pas candidat aux élections présidentielles de février 2013.

18 mai: Le gouvernement de Nicosie annonce que 15 sociétés et consortiums avaient déposé des offres lors des enchères portant sur 12 blocs d'exploration pétrolière et gazière au large de Chypre. Ankara appelle ces candidats à se retirer les menaçant de les exclure de tout projet de coopération en Turquie.

23 mai: Le cabinet ministériel de "la République turque de Chypre nord" décide de changer l'appellation de cette entité en "République turque de Chypre".

28 mai: Le président du Parlement européen Martin Schulz a critiqué la Turquie, qui a décidé de geler ses relations avec l'Union européenne lorsque Chypre accédera, le 1er juillet 2012 à la présidence tournante de cette organisation.

Grèce 15 novembre 2011 - 31 mai 2012

24 novembre: La Banque de Grèce indique que le nombre de touristes a augmenté de 10,4% de janvier à septembre 2011 et a encaissé 7,6 milliards d'euros de rentrées touristiques, en progrès de 10,6%. Toutefois on note une chute du tourisme intérieur. Le tourisme représente 15 à 18% du PIB selon le ministère grec du tourisme.

28 novembre: Déblocage de la 6ème tranche d'aide à la Grèce de 8 milliards d'euros (5,8 milliards versés par l' UE, le reste provenant du FMI).

1er décembre: 6ème grève générale contre l' austérité (la 1ère sous le gouvernement Papadémos).

5 décembre: Visite à Athènes de Joe Biden, vice-président des Etats-Unis, qui exprime son soutien à la Grèce.

La Cour Internationale de Justice juge que la Grèce ne s'est pas conformée à l'accord intermédiaire de 1995, qui régit les relations entre Athènes et Skopje selon lequel la Grèce ne s'opposera pas à l'adhésion de la FYROM aux organisations internationales. Mais la CIJ rejette la requête de la FYROM, qui souhaitait que la Grèce ne puisse plus s'opposer à l'avenir à une demande d'adhésion car selon le même accord Athènes a le droit d'élever des objections si une telle demande est faite sous une autre appellation que FYROM.

6 décembre: Le Parlement adopte le budget 2012 avec les votes du *Pasok*, de la *Nouvelle Démocratie* et de *Laos*), qui prévoit de ramener le déficit de 9% du PIB à 5,4%.

24 janvier: Décès accidentel à Athènes à l'âge de 76 ans du cinéaste Théo Angelopoulos, Palme d'or du Festival de Cannes 1998 pour son film *l'Eternité et un jour*.

10 février: Décision du parti d'extrême droite *LAOS* de retirer ses ministres du gouvernement dont démissionnent aussi deux ministres du *PASOK*, qui refusent d'accepter un nouveau plan d'austérité.

12 février: Le Parlement adopte de nouvelles mesures d'austérité, dont une diminution de 22% du salaire minimum. 45 députés du *PASOK* et de la *NOUVELLE DÉMOCRATIE* sont radiés de leur parti pour avoir refusé ces mesures. Emeutes à Athènes.

24 février: Lancement de la procédure de l'échange de la dette privée pour effacer 53,5% de cette dette. Le 12 mars, 107 milliards de cette dette privée sont effacés.

18 mars: Election de Evangelos Vénizélos par 240 000 personnes à la tête du *PASOK*. E. Vangelos, candidat unique, remplace Georges Papandréou et démissionne, le 19 mars, du gouvernement.

20 mars: La Grèce obtient un prêt de 5,9 milliard d'euros des pays de la zone euro provenant d'une première tranche de 39,4 milliards d'euros ainsi qu'un autre prêt de 1,6 milliards, accordé par le FMI.

25 mars: De nombreuses forces de sécurité s'efforcent de contenir des manifestations de protestation contre les autorités politiques présentes aux défilés de commémoration de l'indépendance de la Grèce.

11 avril: Arrestation d'Akis Tsohatzopoulos, ancien ministre de la Défense nationale du *PASOK*, poursuivi pour corruption dans le cadre de l'achat par la Grèce de sous-marins à l'Allemagne fédérale.

19 avril: Le Président José Barroso déclare au nom de la Commission de Bruxelles que d'ici 2013 la Grèce doit baisser de 15% ses salaires pour être plus productive. Il précise qu'il y a 12 milliards d'euros provenant des fonds structurels européens que la Grèce n'a pas encore utilisés et qui pourraient contribuer à une relance de l'économie hellénique.

6 mai: Elections législatives. Abstention de 34,91 %. Sept partis entrent au Parlement: *NOUVELLE DÉMOCRATIE* (18,85% et 108 sièges) *SYRIZA* (16,78% et 52 sièges) parti socialiste *PASOK* (13,18% et 41 sièges) *GRECS INDÉPENDANTS* (10,60% et 33 sièges) parti communiste *KKE* (8,48% et 26 sièges), parti neo-nazi *CHRYSSI AVGHI* (6,97% et 21 sièges), *GAUCHE DÉMOCRATIQUE* (6,11% et 19 sièges).

7-11 mai: Antonis Samaras (*NOUVELLE DÉMOCRATIE*), Alexis Tsipras (*SYRIZA*), Evangelos Venizélos (*PASOK*), chacun chargé d'une mission exploratoire par le président Papoulias échouent dans leur tentative de former un gouvernement.

15 mai: Echec du projet du président de la République, Carolos Papoulias de formation d'un gouvernement de technocrates. De nouvelles élections législatives sont annoncées pour le 17 juin avec un gouvernement de service dirigé par Panayiotis Pikrammenos, président du Conseil d'Etat.

18 mai: La chancelière allemande Angela Merkel a suggéré au président Papoulias d'organiser un referendum sur le maintien de la Grèce dans la zone euro, couplé avec les élections législatives du 17 juin.

21 mai: Alexis Tsipras, chef de la gauche radicale (*SYRIZA*) en visite à Paris réaffirme la souveraineté de la Grèce face à Angela Merkel. Jean-Luc Mélançon, président du parti de gauche apporte son soutien à A. Tsipras, qui n'a

pas pu être reçu par le président François Hollande.

22 mai: Le président Hollande a reçu à l'Élysée Evangelos Vénizélos, le président du *PASOK*, pour "un échange de vues.

23 mai: Conseil européen informel à Bruxelles. Les dirigeants européens ont réaffirmé leur souhait de voir la Grèce se maintenir dans la zone euro.

26 mai: Dans une interview au *Guardian*, Christine Lagarde, la directrice générale du FMI demande aux Grecs de payer leurs impôts. Cette déclaration provoque de vives protestations des milieux politiques tant en Grèce qu'en France.

30 mai: Selon l'Institut International pour le Développement du Management, qui se fonde sur des données macro-économiques de 2011, la Grèce occupe la 58ème place sur les 59 pays du classement mondial de la compétitivité, juste devant le Vénézuéla.